

|   |        |
|---|--------|
| Services de santé au travail  |        |
| Conditions de qualification exigées des médecins et des infirmiers des services de santé au travail, prévues aux <a href="#">articles R. 4623-2</a> et <a href="#">R. 4623-53</a> . | 1 mois |
| Modalités d'établissement du contrat de travail des médecins du travail, prévues à l' <a href="#">article R. 4623-4</a> .   | 1 mois |
| Obligation pour le médecin du travail d'exercer personnellement ses fonctions, prévues à l' <a href="#">article R. 4623-16</a> .  | 1 mois |
| Présence dans l'établissement d'au moins un infirmier pendant les heures normales de travail, prévues à l'article <a href="#">R. 4623-56</a> .                                      | 1 mois |
| Installation matérielle du service de santé au travail, prévues par l'arrêté mentionné à l' <a href="#">article R. 4624-30</a> .  | 1 mois |
| Service social du travail   |        |
| Dispositions du titre III du livre VI relatives à la mise en place, aux missions, à l'organisation et au fonctionnement du service social du travail.                               | 1 mois |

## Sous-section 2 : Mise en demeure préalable à l'arrêt temporaire d'activité.

### R. 4721-6

Décret n°2016-510 du 25 avril 2016 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dès qu'il a constaté que les travailleurs se trouvent dans la situation dangereuse mentionnée à l'article [L. 4721-8](#), l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article [L. 8112-1](#) met l'employeur en demeure de remédier à cette situation. Cette mise en demeure se déroule selon les deux étapes suivantes :

1° Dès le constat de la situation dangereuse, l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article [L. 8112-1](#) demande à l'employeur de lui transmettre par écrit, dans un délai de quinze jours, un plan d'action contenant les mesures correctives appropriées qu'il prend parmi celles prévues notamment aux articles [R. 4412-66](#) à [R. 4412-71](#) en vue de remédier à cette situation ainsi qu'un calendrier prévisionnel. Il lui notifie en même temps, si les circonstances l'exigent, l'obligation de prendre des mesures provisoires afin de protéger immédiatement la santé et la sécurité des travailleurs ;

2° Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de ce plan d'action, l'agent de contrôle de l'inspection du travail mentionné à l'article [L. 8112-1](#) met l'employeur en demeure de réaliser les mesures correctives. Il fixe un délai d'exécution et communique, le cas échéant, ses observations concernant le contenu du plan d'action.

### R. 4721-7

Décret n°2021-143 du 10 février 2021 - art. 10

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur informe sans délai les agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale, le médecin du travail, le comité social et économique, ainsi que les travailleurs intéressés, du constat de situation dangereuse effectué par l'agent de contrôle de l'inspection du travail en application du 1° de l'article [R. 4721-6](#).

### R. 4721-8

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le plan d'action est établi par l'employeur après avis du médecin du travail, du comité social et économique. En l'absence d'avis, il est passé outre dès lors que le médecin du travail, le comité social et économique, ont été régulièrement informés et convoqués pour cette consultation.

### R. 4721-9

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)